



Déclaration liminaire CTL n°7/2021 du 30/09/2021

Monsieur le Président,

Nous sommes consternés : dans votre préface du rapport d'activité 2020, vous affirmez que le service aux usagers rendu par la DDFiP est étendu sur le territoire alors que le NRP ne cesse de détruire notre réseau en limitant la présence des Agents de la DGFIP sur le territoire. Comment un buraliste ou un Agent des Maisons France Services peut-il renseigner correctement les contribuables ? La DGFIP est donc moins au service des usagers qu'auparavant ! Votre vision idyllique est une marque de mépris pour les Agents qui subissent ces réformes.

La crise sanitaire a prouvé le rôle essentiel de la DGFIP au cœur de l'État et l'investissement des Agents des Finances Publiques est reconnu. La première leçon aurait dû être le renforcement des missions de la DGFIP, de son réseau et du service public qu'elle rend, ainsi que la reconnaissance de la conscience professionnelle des Agents par le renforcement de leurs droits et garanties, par une rémunération juste et par des perspectives de carrière ambitieuses. La plus flagrante leçon de cette crise sanitaire est et reste la nécessité et le besoin de services publics de pleine compétence et de proximité.

S'agissant de l'environnement professionnel, nous ne souhaitons pas un retour au monde d'avant la pandémie car celui-ci n'était pas idyllique ! N'oublions pas collectivement que, au cours de l'année 2019, les personnels avaient déjà exprimé leur ras-le-bol. Alors cette sortie de crise potentielle doit être le bon moment pour tirer tous les enseignements nécessaires pour construire la DGFIP de demain.

À ce propos, nous avons été choqués par la façon dont la DGFIP a honteusement communiqué les résultats de l'observatoire interne 2020. Cette enquête annuelle est un désaveu régulier pour notre Direction Générale. Et l'exercice 2020, qui comporte des questions directement liées à la crise sanitaire, n'échappe pas à la règle. Pourtant, le DG n'a rien trouvé de mieux que de commenter ce millésime en citant le seul chiffre à peu près positif pour l'administration : « 73 % à exprimer de la fierté d'avoir délivré un service de bonne qualité aux usagers ». Sauf que, quand on consulte l'ensemble de l'enquête, quasiment toutes les réponses aux questions posées font ressortir de très forts taux d'insatisfaction dans absolument tous les domaines, y compris ceux liés à la crise ! Les résultats de cet observatoire sont très clairs : ils montrent que les chantiers qui devraient être mis en oeuvre dans notre Administration sont immenses et nombreux : rémunération, promotions, sécurité et bien-être des Agents au travail, etc... Et face à ces chantiers, force est de constater que la DG n'est pas à la hauteur des enjeux, puisqu'elle doit satisfaire aux injonctions gouvernementales visant à sacrifier nos missions sur l'autel des économies budgétaires !

Et la situation ne va pas s'améliorer. Après avoir déversé des milliards d'euros d'argent public pour soutenir l'économie, il va bien falloir racler les fonds de tiroirs pour éponger tout ça. Car qui d'après vous, entre autres composantes de la société, va devoir payer pour cette crise ? La Fonction Publique en général et la DGFIP en particulier. De la démagogie ? Pas sûr. La France est en effet le pays d'Europe qui compte le plus de milliardaires, grâce aux cadeaux que les gouvernements successifs leur ont fait. Milliardaires qui ont d'ailleurs vu leur fortune s'accroître de façon spectaculaire durant la crise qui ne l'est pas pour tout le monde !

Au regard des résultats de l'observatoire interne publiés sur Ulysse, la DG aurait dû se faire toute petite. Mais elle a préféré parader, méprisant au passage l'ensemble des personnels qui ont répondu avec leurs tripes à cette enquête et qui ont déployé des efforts considérables pour permettre au pays de fonctionner et de rester à flot durant une pénible année 2020.

Concernant le Tableau de Bord de Veille Sociale, nous avons remarqué que le bilan de l'année 2019 n'a pas été présenté en CTL. Et à propos de 2020, le bilan que vous en avez fait est très maigre. Quelles mesures correctives contribuant à l'amélioration des conditions de vie au travail allez-vous prendre suite à l'analyse du Tableau ?

Enfin, concernant le DUERP, la campagne de recueil des avis des Agents ne s'est pas déroulée dans des conditions normales à cause de la crise sanitaire, ce qui a forcément altéré l'expression des Agents et donc la qualité du DUERP/PAP 2019-2021. Quant aux solutions à apporter, faut-il en arriver à supprimer des services pour pouvoir supprimer des lignes dans le DUERP et le PAP ?

Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques réclament plus de considération à l'encontre des Agents qui continuent consciencieusement à faire fonctionner les services malgré les difficultés croissantes.